

**AUDIT LEGAL**  
DES HAUTS DE SEINE

**ADAGE**

*Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion*

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS  
SIRET : 510 789 639 000 26

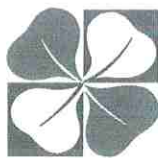
---

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 10 JUIN 2026

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2025*

(Le présent rapport contient 17 pages)



## **ADAGE**

*Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion*

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS

SIRET : 510 789 639 000 26

---

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 10 JUIN 2026

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**A l'assemblée générale,**

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association D'Accompagnement Globale contre l'Exclusion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

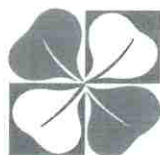
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la parties "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous appelons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « AUTRES INFORMATIONS / Changement comptable » de l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport moral et financier distribué aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la Présidente.

### **Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

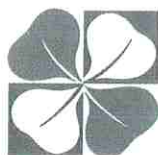
### **Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.





En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rueil-Malmaison, le 5 juin 2026

Signé par Jerome Joubert  
Le 5 juin 2026

8dc\_3r1K  
lx\_dK/Mkm3XsDOX0

**Pour Audit Légal des Hauts de Seine**  
Jérôme JOUBERT- Commissaire aux comptes

## Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement I				
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Instal. techniques, matériel et outillages indus.	465 377	327 155	138 222	159 903
Autres immobilisations corporelles				
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	383		383	383
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 777		8 777	8 603
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II</b>	<b>474 537</b>	<b>327 155</b>	<b>147 382</b>	<b>168 889</b>
Comptes de liaison III				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en-cours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	37 984		37 984	380 413
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	159 278		159 278	56 712
Charges constatées d'avance	3 746		3 746	431
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	260 521		260 521	219 779
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV</b>	<b>461 529</b>		<b>461 529</b>	<b>657 335</b>
Frais d'émission des emprunts V				
Primes de remboursement des emprunts VI				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif VII				
<b>TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)</b>	<b>936 066</b>	<b>327 155</b>	<b>608 911</b>	<b>826 224</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	187 490	176 212
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	-14 462	11 278
<b>Situation nette</b>	173 028	187 490
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	132 133	126 866
Provisions réglementées		
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES I</b>	<b>305 161</b>	<b>314 356</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
<b>TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis</b>		
Comptes de liaison <b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	32 000	32 000
Provisions pour charges		
<b>TOTAL DES PROVISIONS IV</b>	<b>32 000</b>	<b>32 000</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 146	13 882
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 921	255 145
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	94 970	90 372
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	126 713	120 469
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V</b>	<b>271 750</b>	<b>479 868</b>
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif <b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)</b>	<b>608 911</b>	<b>826 224</b>



## Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	97	125
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	310 223	355 519
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 195 600	1 046 659
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	900	337 321
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	6 065	84
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>1 512 885</b>	<b>1 739 708</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	15 444	12 722
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	459 403	688 345
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	26 253	27 731
Salaires	853 149	845 774
Cotisations sociales	153 023	154 995
Dotations aux amortissement et dépréciations	21 681	18 642
Dotations aux provisions		900
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	14	8
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>1 528 967</b>	<b>1 749 117</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-16 082</b>	<b>-9 409</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 821	3 078
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III</b>	<b>1 821</b>	<b>3 078</b>

## Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	201	304
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV</b>	<b>201</b>	<b>304</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>1 620</b>	<b>2 774</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)</b>	<b>-14 462</b>	<b>-6 635</b>
Produits exceptionnels <b>V</b>		18 066
Charges exceptionnelles <b>VI</b>		153
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>17 913</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>1 514 706</b>	<b>1 760 852</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>1 529 168</b>	<b>1 749 574</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-14 462</b>	<b>11 278</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		



## PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 608 911 €

Le résultat net comptable est une perte de 14 461,97 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 16 avril 2026 par les dirigeants.

## OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

L'objet social de l'association ADAGE est d'accompagner les publics en difficulté vers l'insertion sociale et professionnelle par une démarche globale en agissant à toutes les étapes nécessaires pour lever les freins rencontrés.

L'association a comme public prioritaire les femmes et plus spécifiquement les femmes en grande précarité (bénéficiaires de minimas sociaux, salariées pauvres, femmes sans ressources) mais elle met également en place des actions visant à l'insertion, l'accès ou le maintien dans l'emploi de publics fragiles.

ADAGE forme également les acteurs intervenant dans le champ de l'accompagnement, du diagnostic, de l'écoute et de l'orientation des publics et fait fonction d'observatoire des inégalités.

## NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

En 2025, les activités d'ADAGE sont composées d'actions récurrentes : Les Chantiers d'insertion, Parcours de Femmes, Un pas vers l'emploi, Femmes en Mouvements, le groupe de recherche d'emploi, le Labo d'ADAGE, Compétences linguistiques vers l'emploi, Numérique vers l'emploi, Projet santé, réseau de voisinage, numérique. Et un nouveau projet O2R intitulé « Mobilisation vers l'emploi » d'une durée de 3 ans qui a démarré fin 2024.

ADAGE a développé des prestations de formation continue : ADVP et formation à la posture professionnelle.

ADAGE a obtenu une nouvelle fois un co-financement de la Barclays à hauteur de 60 200 € pour les actions d'accès à l'emploi en 2025. Ce partenariat a été reconduit en 2026

## MOYENS MIS EN ŒUVRE

ADAGE exerce son activité dans ses locaux de :

- Paris 17 Rue Bernard DIMEY
- Rue Eugène FOURNIERE
- Paris 16 rue Bernard DIMEY

ADAGE dispose de salles de formation informatiques et de salles de cours, de bureaux pour les entretiens individuels.

ADAGE a des formateurs salariés et fait appel à des prestataires externes. ADAGE a pourvu en 2025, les postes qui étaient vacants : Médiateur numérique, Assistante administrative. De nouveaux postes ont été créés : coordonnatrice O2R et médiatrice vers l'insertion sociale et professionnelle et le remplacement de l'encadrement technique du chantier AS-AP. De plus ADAGE a recruté une apprentie pour renforcer la partie administrative et le suivi des stagiaires. Une salariée est partie à la retraite.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N°2022-06 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2023-03. Le nouveau règlement instaure de nouvelles informations, de nature juridique et financière, destinées à une plus grande transparence financière

Les comptes annuels 2025 ont été présentés selon le nouveau format de bilan et de compte de résultat.

Les comptes de 2024 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la suppression des transferts de charges et de la modification de la définition des exceptionnels.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

## NOTES SUR LE BILAN ACTIF

*Actif immobilisé*

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 474 537 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	465 377			465 377
Immobilisations financières	8 986	174		9 160
<b>TOTAL</b>	<b>474 363</b>	<b>174</b>		<b>474 537</b>

Amortissements et provisions d'actif = 327 155 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	305 474	21 681		327 155
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>305 474</b>	<b>21 681</b>		<b>327 155</b>

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Instal amenagt divers	407 443	278 797	128 646	3 à 10 ANS.
Mat.bureau & informa	37 406	31 824	5 582	3 ans
Mobilier	20 528	16 534	3 994	3 à 5 ANS.
Immobilisations en cours				
<b>TOTAL</b>	<b>465 377</b>	<b>327 155</b>	<b>138 222</b>	

Etat des créances = 210 168 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	9 160		9 160
Actif circulant & charges d'avance	201 008	201 008	
<b>TOTAL</b>	<b>210 168</b>	<b>201 008</b>	<b>9 160</b>

Produits à recevoir par postes du bilan 196 063 €

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	36 784
Autres créances	159 279
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>196 063</b>

Charges constatées d'avance = 3 746 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



## NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Tableau de variation des capitaux propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	176 212	11 278			187 490
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	11 278	-11 278	- 14 462		-14 462
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>187 490</b>		<b>-14 462</b>		<b>178 028</b>

Etat des provisions = 32 000 E

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b)	A	B	C	D
RUBRIQUES (a)	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	32 000			32 000
Provisions pour charges				
<b>TOTAL</b>	<b>32 000</b>			<b>32 000</b>

Des provisions pour risques ont été constituées sur les exercices antérieurs sur les dossiers FSE clôturés dans les 5 ans sur lesquels les financeurs peuvent revenir en cas de contrôles européens pour un montant de 22 000 €.

Les provisions pour indemnité de départ des salariés sont inchangées à 10 000 euros. Elles sont calculées pour le seul salarié ayant plus de 10 ans d'ancienneté qui peut prétendre à une indemnité de fin de carrière et pour les salariés qui ont plus de 5 ans d'ancienneté, mais alors l'indemnité est proratisée en fonction de leur ancienneté.



Etat des dettes = 271 750 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	5 146	5 146		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	44 921	44 921		
Dettes fiscales & sociales	94 970	94 970		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	126 713	126 713		
<b>TOTAL</b>	<b>271 750</b>	<b>271 750</b>		

Charges à payer par postes du bilan = 85 193 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	43 757
Dettes fiscales & sociales	41 436
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>85 193</b>

Produits constatés d'avance = 126 713 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 310 223 E

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	310 223	100%
Produits des activités annexes		0 %
<b>TOTAL</b>	<b>310 223</b>	<b>100.00 %</b>

Ventilation des subventions affectées à l'exercice par financeur = 1 195 600 €

	2025	2024
Armée du salut		13 740
DRIETS	120 113	58 059
BARCLAYS	60 200	58 400
Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité	28 200	27 100
Préfecture		79 800
BPV Préfecture	58100	21 000
Pôle Emploi	58 288	62 081
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi ( autres actions)	203500	161 500
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi (chantier insertion)	88 000	91 000
Ville de Paris - Direction de la Démocratie des Citoyennes et des Territoires	30 750	26 850
Ville de Paris - Direction des Familles et de la Petite Enfance	6 250	6 250
Ville de Paris DSOL	30 000	12 000
Fonds A&A Ulmann	35 055	
Aides à l'embauche	25 648	
Agence de Services et de Paiement	435 263	428 878
Quote part de subventions d'investissement rapportée au résultat	16 233	
<b>TOTAL</b>	<b>1 195 600</b>	<b>1 046 658</b>

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers pour une information plus détaillée.

La suppression des comptes de transferts de charges a un impact sur la présentation des comptes de 2025.

La quote-part des subventions rapportées au résultat est transférée du résultat exceptionnel en subventions ;

Le remboursement de la formation des chantiers d'insertion, du poste transfert de charges à la sous-traitance ;

Les aides aux contrats aidés et les aides au poste adulte relais des transferts de charges en diminution des charges de personnel.

## AUTRES INFORMATIONS

### *Rémunération des dirigeants*

Les dirigeants ne sont pas rémunérés.

### *Effectif*

L'effectif au 31 Décembre de l'exercice est de 14 personnes pour le personnel permanent et de 28 personnes pour les chantiers d'insertion

### *Changement comptable*

Le règlement ANC n° 2022-06 a procédé à une codification à droit constant du Plan Comptable Général en remplaçant le règlement ANC n° 2014-03 et l'ensemble de ses règlements modificatifs.

Les impacts sur les principaux postes des comptes sociaux du changement de méthode comptable en application de la loi ont été les suivants :

A/ Montants comptabilisés dans le résultat d'exploitation 2025 et qui auraient figuré dans le résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Produits :

Quote-part de subventions : 16 K€

B/ Présentation des changements induits par la suppression des transferts de charges

Remboursement de la formation des chantiers d'insertion : 151 K€

Aides aux postes adultes relais : 31 K€

Subventions des contrats aidés et contrat d'apprentissage : 26 K€

Remboursement de la formation des permanents : 2K€

S'agissant du bilan, le seul changement de présentation remarquable concerne le poste des charges constatées d'avance. L'ensemble des reclassements n'étant pas significatif, le bilan et le compte de résultat 2025, tels qu'arrêtés et publiés, ne sont volontairement pas présentés séparément dans l'annexe.

## DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

*Produits à recevoir = 196 063 E*

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Facture à établir(418000)	36 784
Org.soc.autr.prod.a( 438700 )	
Subvention d'investissement à recevoir (441100)	8 500
Etat prod à recevoir ( 448700)	43 421
Débiteur divers(467100)	6 690
Divers prod à recevoir ( 468700)	100 668
<b>TOTAL</b>	<b>196 063</b>

*Charges constatées d'avance = 3 746E*

Charges constatées d'avance	Montant
Charges const.avance( 486000 )	3 746
<b>TOTAL</b>	<b>3 746</b>

*Charges à payer = 85 193 E*

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn.fts non parven( 408100 )	43 757
<b>TOTAL</b>	<b>43 757</b>

Dettes fiscales et sociales et autres	Montant
Dette prov.rapp.sala( 428600 )	11 100
Dettes prov conges payes ( 428200 )	17129
Formation continue ( 438000 )	
Ch.soc.dette rapp.sa( 438120 )	
Ch.soc.dette cong.a( 438200 )	5 437
Org.soc.autr.charg a( 438600 )	7 770
Divers charges à payer (468600)	
<b>TOTAL</b>	<b>41 436</b>

*Produits constatés d'avance = 126 713 E*

Produits constatés d'avance	Montant
Pdts const avance( 487000 )	126 713
<b>TOTAL</b>	<b>126 713</b>



**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PREVUES A L'ARTICLE L.3332-17-1 DU CODE DU TRAVAIL**

Sont considérées comme entreprises solidaires, au sens du présent article, les entreprises dont les titres de capital lorsqu'ils existent ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé (condition n°1) et répondent à l'une des autres conditions (condition n°2 ou condition n°3).

**Condition n°1 : Titres de capital**

L'association ADAGE n'a pas émis de titres en capital.

**Condition n°2 : Qualité des salariés employés par l'entreprise**

Cette condition énoncée à l'article L.3332-17-1 complété par l'article R.3332-21-1 du code du travail est remplie par l'entreprise, c'est-à-dire qu'au moins 30% des salariés ont été recrutés :

☐ Dans le cadre de contrats de travail relevant des contrats aidés visés aux articles L.5134-1 à L.5134-109 du code du travail.

Nombre de salariés : **33,07 ETP en moyenne** (dont 2 en contrat adulte relais et 28 CDDI, 1 Apprenti).

☐ Les salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ayant besoin d'un accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi sont :

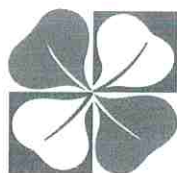
- 2 adultes relais de plus 30 ans résidant dans un quartier politique de la ville et chômeur
- 1 poste FONJEP
- 28 CDDI, agréés par Pole Emploi pour être bénéficiaire d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.
- 1 apprentie

**Condition n° 3 : Nature juridique de l'entreprise et niveau de rémunération**

Les dirigeants de l'entreprise solidaire sont élus directement ou indirectement par les salariés, les adhérents ou les sociétaires.

La moyenne des sommes versées aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance.

L'association ADAGE respecte ces dispositions.



**AUDIT LEGAL**  
DES HAUTS DE SEINE

## ADAGE

*Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion*

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS  
SIRET : 510 789 639 000 26

## RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurai découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention nouvelle autorisée lors de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L612-5 du code de commerce.

Rueil-Malmaison, le 5 juin 2026

Signé par Jérôme Joubert  
Le 5 juin 2026

doc\_mgrW  
bx\_dkMkm3XgDQX0

**Pour Audit Légal des Hauts de Seine**  
Jérôme JOUBERT- Commissaire aux comptes